

Une courte victoire

Les élections régionales du 20 janvier 2013 en Basse-Saxe

François Talcy*



Après une soirée électorale pleine de suspens et de surprises, le verdict des urnes est tombé très tard : la coalition sortante du *Landtag* de Hanovre a été battue le 20 janvier avec une différence de seulement 12 000 suffrages.

Denkbar knapper Sieg in Niedersachsen

Ergebnisse, Analyse und Kommentierung der niedersächsischen Landtagswahl vom 20. Januar 2013 mit einer Einschätzung zum Abschneiden und zur Lage der politischen Parteien vor und nach der Wahl und den möglichen Folgen des Wahlergebnisses auf den Bund. Red.

Dès les premières estimations, seule la formation *Die Linke* concède son échec, puisqu'avec une chute de 4 points elle retombe en-dessous de la barre des 5 %, ce qui l'exclue désormais du *Landtag* de Hanovre. De même les *Piraten*, qui avaient enregistré quelques succès notoires en 2012, doivent se contenter d'un faible score de 2,1 %. Ceci dit, les quatre principaux partis en lice ont passé la soirée, faute de chiffres définitifs, à souligner les aspects positifs de leur résultat respectif. Le parti chrétien-démocrate (CDU) du ministre-président sortant, David McAllister, reste la formation la plus importante du nouveau parlement régional, malgré une perte de 6,5 points par rapport aux élections de 2008. Le parti social-démocrate (SPD), conduit par Stephan Weil, fait un petit bond de 2,3 %, mais ce résultat reste le deuxième plus mauvais jamais enregistré par le parti dans ce *Land*. Les Verts quant à eux progressent avec 13,7 % des voix, soit 5,7 points de plus qu'en 2008. Quant au parti libéral (FDP), il crée la surprise en frôlant contre toute attente les 10 %. Finalement, le ministre-président sortant doit re-

connaître la défaite de sa coalition qui perd, à un siège près (69 contre 68), un nouveau *Land* – ce qui à huit mois des élections au *Bundestag* (qui auront lieu le 22 septembre 2013) a de quoi inquiéter le gouvernement de Berlin. CDU et FDP ne sont plus aux manettes que dans deux *Länder*, en Hesse (où des élections auront lieu le 22 septembre) et en Saxe, ainsi qu'en Bavière (où les élections régionales sont prévues pour le 15 septembre), *Land* où la CDU est représentée par son aile bavaroise, la CSU. A Berlin et dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale, les chrétiens-démocrates ne sont que partenaires juniors de gouvernements à direction social-démocrate. Pour le reste, sept *Länder* sont dirigés par le SPD (seul à Hambourg, avec les Verts dans les autres Etats fédérés), un huitième, le Bade-Wurtemberg, a élu un Vert à la tête de son gouvernement de coalition avec les sociaux-démocrates. Cette diversité montre la progression du SPD sur l'échiquier politique, sans que le parti puisse pour autant s'enorgueillir de résultats suffisamment élevés pour en déduire un changement de tendance dans l'opinion publique. Les sondages en effet donnent toujours clairement la CDU en tête des élections au *Bundestag*.

Le scrutin de Basse-Saxe aura clairement montré que le succès, même relatif, d'un parti n'a d'importance que si un partenaire est assez fort pour lui apporter son soutien sur la voie de la majorité absolue des mandats. Or, si le FDP, en baisse dans les sondages en raison d'une vague de contestation interne visant son président, a obtenu un score de 9,9 %, c'est à la suite d'un comportement des

* François Talcy est journaliste indépendant.

électeurs que seul un mode de scrutin original permet de concrétiser. Les électeurs disposent en effet de deux voix, l'une pour un candidat de la circonscription, une autre – la plus importante – pour un parti. Conscients que la CDU ne pourrait pas rester au pouvoir si le FDP ne parvenait pas à franchir la barre des 5 %, plus de 100 000 électeurs chrétiens-démocrates ont accordé, après avoir choisi le candidat local de leur parti, leur seconde voix au parti libéral. Philipp Rösler, président du FDP, avait fait campagne en ce sens, mais était loin de se douter que son appel serait entendu – aux dépens de la CDU. Si la stratégie avait fonctionné, David McAllister aurait certes pu rester au pouvoir, mais les électeurs auront sûrement été tentés de renouveler l'expérience le 22 septembre. Désormais, chacun restera dans son camp et le FDP, en proie à de virulentes tensions internes, risque bien de rester en-deçà des 5 %. D'où le « putsch » lancé dès le lendemain du scrutin par Philipp Rösler pour assurer avec une fermeté inattendue sa présence à la tête du parti contre ses propres adversaires qui contestaient la veille encore ses compétences de président.

Dans le camp adverse, le candidat Stephan Weil, désormais ministre-président, n'a fait l'objet d'aucune contestation, c'est plutôt le candidat choisi en octobre 2012 par le SPD pour affronter Angela Merkel à l'automne, Peer Steinbrück, qui risquait de faire perdre son parti à Hanovre. Il n'en a rien été, néanmoins les débats provoqués par le candidat lui-même laissent encore un goût amer : on avait appris en octobre 2012 que Peer Steinbrück, critique envers les établissements bancaires, avait donné de nombreuses conférences et accepté des honoraires élevés en plus de ses émoluments de député – pour une somme totale de quelque 1,25 millions d'euros depuis 2009, y compris de la

part de banques. Il avait par ailleurs jugé insuffisant le salaire de chancelier. Des propos qui ont choqué l'opinion publique et irrité ses propres amis politiques, provoquant une chute du SPD dans les sondages nationaux. Au lendemain des élections de Basse-Saxe, Peer Steinbrück a donc huit mois pour redresser la barre s'il veut gouverner avec le soutien des Verts. Rien n'est joué donc, car trop d'incertitudes relativisent les prévisions aléatoires formulées par les instituts de démoscopie.

La chancelière favorise la poursuite de la politique menée depuis 2009 avec les libéraux, tout en espérant que la stratégie du FDP de Basse-Saxe ne vienne pas contrecarrer ses attentes. Le dilemme est clair : tout faire pour que le parti libéral obtienne plus de 5 %, tout faire pour que la CDU arrive en tête du scrutin avec suffisamment de députés pour former une nouvelle coalition chrétienne-libérale. Mais au-delà de toutes les affirmations de campagne électorale, la chancelière a quelques atouts : dans l'hypothèse d'un résultat qui ne permettrait à aucun des deux camps d'avoir la majorité absolue (par exemple si *Die Linke* ou les *Piraten* devaient faire un score honorable), Angela Merkel pourrait proposer une grande coalition avec un SPD affaibli, ce que les sociaux-démocrates récusent encore avec fermeté. Si le SPD campe sur ses positions actuelles et si le FDP échoue, il ne restera plus qu'une seule solution – une coalition avec les Verts, auquel cas la chancelière aura été à la tête du gouvernement de 2005 à 2009 avec le SPD, de 2009 à 2013 avec le FDP et à partir de 2013 avec les Verts. Une hypothèse qui ne ravit bien sûr pas l'opposition sociale-démocrate, laquelle a bien l'intention de créer la surprise comme le 20 janvier en Basse-Saxe. La campagne électorale ne sera pas de tout repos.

Basse-Saxe : élections du 20 janvier 2013

Capitale régionale	Hanovre	Partis	% (2008)	Sièges (2008)
Inscrits	6 100 218	CDU	36,0 (-6,5)	54 (-14)
Coalition sortante	CDU-FDP	SPD	32,6 (+2,3)	49 (+1)
Ministre-président sortant (depuis le 1 ^{er} juillet 2010)	David McAllister (CDU)	Verts	13,7 (+5,7)	20 (+8)
		FDP	9,9 (+1,7)	14 (+1)
Nouveau gouvernement	SPD-Verts	Die Linke	3,1 (-4,0)	0 (-11)
Ministre-président	Stephan Weil (SPD)	Die Piraten	2,1 (+2,1)	0 (0)

Participation : 59,4 %